

Étudiant-es palpé-es au niveau des parties génitales, menaces, intimidations, remarques racistes et homophobes : la répression policière s'intensifie à Science Po Strasbourg

Le mardi 8 avril, le CA de Sciences Po Strasbourg a décidé de maintenir le partenariat avec « l'université » Reichman, refusant ainsi les recommandations du Comité d'examen du partenariat qui avait été élu par la communauté étudiante et professorale de notre école. Il est ici important de rappeler que Sciences Po Strasbourg ne veut plus de ce partenariat. Pour preuve, 14 des 24 membres du CA travaillant à Sciences Po Strasbourg ont voté pour sa suppression, la décision de le maintenir n'ayant été rendue possible qu'à travers la mobilisation exceptionnelle des personnalités extérieures, sous pression du gouvernement.

En réaction à cette décision scandaleuse, le Comité Palestine a décidé de reprendre les blocages.

Ce jeudi, la nouvelle Présidente de l'Unistra, Frédérique Berrod, a décidé d'emprunter le même chemin que son prédécesseur, celui de la honte et de la répression policière, sans avoir cherché à entamer un dialogue. Ainsi, vers 9h45 du matin, 8 camions de CRS sont arrivés pour déloger les membres du Comité Palestine et lever le blocage.

Ce vendredi, la répression policière, déjà importante la veille, est encore montée d'un cran. Vers 8h30 du matin, les mêmes 8 camions de CRS sont arrivés. Après que les forces de l'ordre aient menacé à plusieurs reprises de faire usage de la force, les bloqueuses se sont levé-e-s, sans résistance, acceptant ainsi les contrôles d'identité imposés. Lors des précédentes interventions, la police avait pris le temps de fichier chaque individu en relevant les informations présentes sur les cartes d'identité, mais ce matin cela ne lui a pas suffi. Les policiers ont également exigé les adresses et les numéros de téléphone. Lorsqu'un camarade a légitimement refusé, puisque rien ne le force à donner ces informations en vertu de la loi, il a été fortement intimidé.

Par ailleurs, chaque personne présente s'est vue escortée une par une, avant de subir une palpation intrusive, notamment au niveau des parties génitales. Personne n'y a échappé. L'idée n'était pas seulement de fouiller, c'était d'intimider, de faire peur, voire de traumatiser les étudiant-es. Plusieurs camarades racontent avoir été profondément choqué-es, en état de sidération, face à une palpation intrusive ciblée, longue et intense.

Dans le même temps, plusieurs propos scandaleux ont été proférés par les forces de l'ordre. À titre d'exemples :

- Un-e camarade a été victime de remarques homophobes concernant son apparence physique
- Un policier a tenu des propos racistes au départ des étudiant-es : « on dirait qu'ils sortent d'un camp de migrants ».
- Un-e camarade a été victime d'intimidation : « J'espère que tu as un avocat parce que tu vas en avoir besoin ».

Il est aujourd'hui clair que la répression policière est encore montée d'un cran. Jusqu'où va-t-on aller comme ça ? Combien d'étudiant-es devront être traumatisé-es avant qu'enfin nous soyons

entendu-es ? Hier c'était une agression de deux étudiants de Sciences Po Strasbourg par un représentant de l'UNI, aujourd'hui c'était au tour de plusieurs dizaines d'étudiant-es de subir des agressions de la part des CRS : mais où sont la direction de l'Unistra et celle de Sciences Po ? Ceci fait en réalité partie d'une stratégie bien ficelée, qui vise à faire stopper notre mobilisation, mais nous ne nous tairons pas et nous continuerons de lutter contre le génocide en cours et pour le respect du droit international, tout simplement parce que notre combat est juste.

Comité Palestine Sciences Po Strasbourg